



**AIDE  
JURIDIQUE**

**CENTRE COMMUNAUTAIRE  
JURIDIQUE DE LA RIVE-SUD**



**Rapport annuel 2024-2025**

**Centre communautaire juridique de la Rive-Sud**

Me Isabelle Allard, directrice générale

Me Ginette Laflamme, présidente du conseil d'administration





## **Table des matières**

Table des matières.....	2
Mot de la directrice générale.....	4
Mot de la présidente du conseil d'administration.....	5
Notre organisation.....	7
Notre mission.....	7
Notre vision.....	7
Nos valeurs.....	7
Notre organigramme en date du 31 mars 2025.....	8
Notre conseil d'administration.....	9
Notre équipe de direction.....	9
Nos bureaux d'aide juridique.....	9
Volumétrie de la demande en date du 31 mars 2025.....	10
Répartition de la demande par domaine de droit en date du 31 mars 2025.....	14
Faits saillants – Exercice 2024-2025.....	15
Projet eMAJ et modernisation progressive de nos outils et travail.....	15
Départ d'un grand contributeur du conseil d'administration.....	15
Programme de reconnaissance.....	15
Blitz d'embauches à l'automne 2024 avant le gel du recrutement.....	15
Gel du recrutement.....	16
Création du poste permanent de directeur de bureau à la direction générale.....	16
Création du poste temporaire de secrétaire volante.....	16
Gain à la Cour suprême du Canada.....	16
Orientations et objectifs 2024-2026.....	18
Enjeux.....	18
Enjeu 1 : Accès à la justice.....	19
Enjeu 2 : Modernisation du réseau de l'aide juridique.....	20
Enjeu 3 : Performance organisationnelle.....	22
Revenus autonomes.....	24
Contestations de l'admissibilité financière.....	24
Traitement des plaintes.....	25



---

Protection des renseignements personnels .....	26
Annexe I – Organismes partenaires.....	
Annexe II – Rapports des directeurs de bureau .....	



## Mot de la directrice générale



L'année qui s'achève a été marquée par des défis importants, mais surtout par une remarquable capacité d'adaptation et d'innovation de notre organisation.

Dans un contexte de virage numérique incontournable, nous avons poursuivi une modernisation de nos outils de travail afin d'améliorer notre efficacité, tout en conservant la qualité humaine de nos services. Cette transformation, rendue possible grâce à l'engagement des équipes et à la volonté de progresser ensemble, représente un jalon essentiel pour mieux répondre aux besoins d'une clientèle vulnérable et diversifiée.

Malgré un contexte général de gel des embauches, l'équipe de direction a su faire preuve d'ingéniosité pour créer un poste stratégique de secrétaire volante, et réorganiser des postes existants au sein de la direction. Ces ajouts et changements ont répondu à des besoins opérationnels cruciaux. Ces gestes illustrent notre capacité d'adaptation et notre détermination à toujours aller de l'avant, même dans un contexte de rigueur budgétaire.

Cette année a aussi été marquée par le départ d'un pilier de notre organisation. Après plus de 40 ans d'implication exceptionnelle, Me Sylvestre s'est retiré du conseil d'administration. Son engagement indéfectible et son apport inestimable à notre mission ont profondément marqué notre organisme, et nous lui exprimons toute notre gratitude.

Je tiens enfin à souligner le travail rigoureux, le dévouement et l'engagement de l'ensemble de nos employés. C'est grâce à leur implication quotidienne que nous sommes en mesure d'offrir des services juridiques de qualité à ceux et celles qui en ont le plus besoin.

Merci à toutes et à tous de contribuer à faire vivre notre mission avec autant de cœur et de professionnalisme.

**Isabelle Allard**  
Directrice générale



---

## **Mot de la présidente du conseil d'administration**

C'est avec un profond sentiment de fierté que nous vous présentons le rapport annuel du Centre communautaire juridique de la Rive-Sud pour l'exercice 2024–2025.

Cette année a été marquée par des défis significatifs, mais également par des avancées notables dans notre mission d'assurer un accès équitable à la justice pour tous.

### **Une année de résilience et d'adaptation**

Face aux enjeux sociaux et économiques persistants, notre Centre a su démontrer une résilience exemplaire.

Grâce à l'engagement indéfectible de notre équipe — avocats, personnel administratif, personnel de direction — nous avons maintenu la continuité de nos services, tout en adaptant nos pratiques pour répondre aux besoins changeants de notre clientèle.



### **Fierté envers notre équipe et reconnaissance de la direction**

En mon nom et au nom du conseil d'administration, je tiens à exprimer ma profonde reconnaissance envers l'ensemble de nos employés. Leur professionnalisme, leur dévouement et leur compassion sont les piliers de notre succès. Chaque membre de notre équipe contribue, par son expertise et son engagement, à faire de notre Centre un lieu d'excellence et de confiance pour la communauté.

Je souhaite également souligner l'efficacité remarquable de notre direction. Sous la conduite avisée de notre directrice générale et son équipe, les stratégies mises en place ont permis d'optimiser nos ressources, d'améliorer nos processus internes et d'assurer une gestion transparente et responsable. Leur leadership a été déterminant dans l'atteinte des objectifs et dans la consolidation de notre position au sein du réseau de l'aide juridique.

### **Gouvernance et transparence**

Le conseil d'administration a poursuivi ses efforts pour assurer une gouvernance rigoureuse et transparente. Nous avons maintenu une gestion financière saine, garantissant ainsi la pérennité de notre organisation.

### **Perspectives**

Alors que nous envisageons l'année à venir, notre priorité demeure l'amélioration continue des services et l'élargissement de notre portée.



**AIDE  
JURIDIQUE**

**CENTRE COMMUNAUTAIRE  
JURIDIQUE DE LA RIVE-SUD**

---

En conclusion, je vous invite à parcourir ce rapport, reflet d'un engagement collectif envers une justice accessible et équitable. Ensemble, continuons à œuvrer pour une société plus juste, inclusive et digne.

Avec mes salutations distinguées,

**Ginette Laflamme**

Présidente du conseil d'administration



## Notre organisation

Unique en son genre, le Centre communautaire juridique de la Rive-Sud administre neuf bureaux d'aide juridique situés dans huit localités distinctes. Ces neufs bureaux desservent, à leur tour, six districts judiciaires et sept palais de justice.

## Notre mission

« Depuis sa création en 1973, le Centre communautaire juridique de la Rive-Sud a pour mission de fournir des services juridiques aux résidents de la Montérégie, gratuitement ou avec contribution, dans la mesure prévue par la *Loi sur l'aide juridique et la prestation de certains autres services juridiques*. »

## Notre vision

« Une organisation qui offre des services juridiques professionnels, avec une approche humaine, dans les domaines définis par la loi, et ce, dans un climat de travail sain et sécuritaire. »

## Nos valeurs



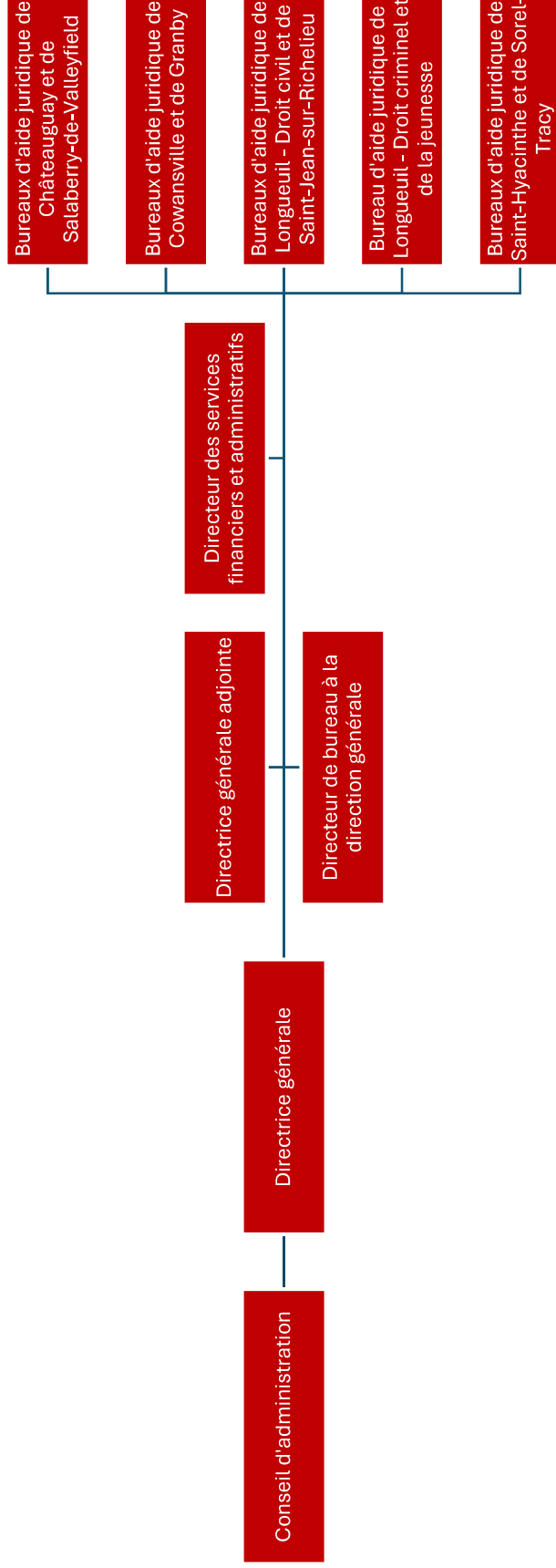


**AIDE  
JURIDIQUE**

**CENTRE COMMUNAUTAIRE  
| JURIDIQUE DE LA RIVE-SUD**

---

## Notre organigramme en date du 31 mars 2025





### Notre conseil d'administration

Membres	Fonctions
<b>Me Ginette Laflamme</b>	Présidente et membre du comité administratif
<b>Me Marie-Andrée Hotte</b>	Vice-présidente et membre du comité administratif
<b>M. Gilles Lacombe</b>	Administrateur et membre du comité administratif
<b>M. René de Repentigny</b>	Administrateur
<b>Me Nancy Leggett-Bachand</b>	Administratrice
<b>Me Robert Poitras</b>	Administrateur et membre du comité administratif
<b>Dr Jean-Sébastien Gélinas, D.C.</b>	Administrateur
<b>Me Maya Cachecho</b>	Administratrice
<b>Me Amélie Bélisle</b>	Administratrice
<b>Me Johanne Lépine</b>	Administratrice
<b>Mme Annie-Claude Rémillard</b>	Administratrice
<b>Poste vacant à combler</b>	

### Notre équipe de direction

Cadres	Fonctions
<b>Me Isabelle Allard</b>	Directrice générale
<b>Me Julie Deschênes</b>	Directrice générale adjointe
<b>M. Valentin Bucicov</b>	Directeur des services financiers et administratifs
<b>Me Mathieu Vespa</b>	Directeur de bureau à la direction générale
<b>Me Mélanie Lenneville</b>	Directrice (Longueuil – Droit civil et St-Jean-sur-Richelieu)
<b>Me Geneviève Lemay</b>	Directrice par intérim (Châteauguay et Valleyfield)
<b>Me Roxanne Gagnon-Maltais</b>	Directrice (Saint-Hyacinthe et Sorel-Tracy)
<b>Me Alec Fafard</b>	Directeur (Longueuil – Droit criminel et de la jeunesse)
<b>Me Caroline Rosa</b>	Directrice par intérim (Cowansville et Granby)

### Nos bureaux d'aide juridique

Les neuf bureaux d'aide juridique de la région de la Rive-Sud desservent les districts judiciaires de Beauharnois, Bedford, Iberville, Longueuil, Richelieu et Saint-Hyacinthe. Notre équipe est composée de 46 avocats et avocates, et 61 membres du personnel de soutien qui offrent des services de qualité aux personnes financièrement admissibles à l'aide juridique sur l'ensemble du territoire de la Montérégie.



## Volumétrie de la demande en date du 31 mars 2025

Nombre total de demandes traitées par matière<sup>1</sup>

	2022-2023	2023-2024	2024-2025
Civil et administratif	4554	4829	4788
Familial	5103	5463	4991
Protection de la jeunesse	7457	8003	7833
Immigration	33	55	43
Homologation	514	474	487
Total (matières civiles)	17661	18824	18142
Carcéral	559	801	677
Criminel (Adulte)	10354	11409	10947
Criminel (Jeunesse)	1664	1829	1842
Criminel (Chapitre III)	28	30	19
Total (matières criminelles et pénales)	12605	14069	13485

	2023-2024		2024-2025	
	CC-JRS	Réseau	CC-JRS	Réseau
Demandes traitées	+9,3 %	+5,8%	-1,5 %	+1,5 %
Demandes refusées	-23,2 %	-24,4 %	-1,1 %	+2,7 %
Demandes admises et confiées à un avocat permanent	+17,2 %	+9,8 %	-2,3 %	+1,7 %
Demandes admises et confiées à un avocat de pratique privée	+22,9 %	+18,4 %	-2,0 %	+1,2 %

<sup>1</sup> Ces statistiques sont extraites en date du 5 mai 2025. Elles excluent les matières notariales et les données incomplètes.



**AIDE  
JURIDIQUE**

**CENTRE COMMUNAUTAIRE  
| JURIDIQUE DE LA RIVE-SUD**

RÉSUMÉ PAR BUREAU (2024-04-01 au 2025-03-31)										
BUREAU	DAJ Admis	DAJ Refus	DAJ Contd	Refus de contribuer	Refus avec consultation	Non Statuée	Total DAJ Traitées	A dms Permanent	A dms Pratique Privée	
00 - Direction générale	1	0	0	0	0	0	1	0	1	
01 - Longueuil - Droit civil	2910	660	18	67	0	95	3750	1593	1321	
02 - Châteauguay	584	254	1	30	0	9	878	327	252	
03 - Saint-Jean-sur-Richelieu	2685	367	11	28	0	64	3155	1156	1534	
05 - Saint-Hyacinthe	3188	400	75	45	0	68	3776	1624	1632	
06 - Sorel	2725	188	41	28	0	121	3103	1136	1623	
07 - Granby	3021	352	42	41	0	102	3558	1304	1749	
08 - Salaberry-de-Valleyfield	4895	777	52	86	0	130	5940	2061	2882	
10 - Cowansville	1378	122	0	21	0	32	1553	363	1013	
11 - Longueuil, section criminelle	2813	412	38	27	0	135	3425	884	1967	
13 - Longueuil, section jeunesse	2482	37	3	0	0	88	2610	1320	1162	
<b>Total</b>	<b>26682</b>	<b>3569</b>	<b>281</b>	<b>373</b>	<b>0</b>	<b>844</b>	<b>31749</b>	<b>11768</b>	<b>15136</b>	

Demandes traitées	<b>31749</b>	<b>100.00%</b>
Demandes acceptées	<b>26682</b>	<b>84.04%</b>
Refus	<b>3942</b>	<b>12.42%</b>

Demandes acceptées	<b>26682</b>	<b>100.00%</b>
Demandes acceptées (Permanents)	<b>11768</b>	<b>44.10%</b>
Demandes acceptées (Pratique privée)	<b>15136</b>	<b>56.73%</b>

<sup>2</sup> Ces statistiques sont extraites en date du 4 avril 2025.



RÉSUMÉ PAR BUREAU (2023-04-01 au 2024-03-31)										
BUREAU	DAJ Admis	DAJ Refus	DAJ Cont	Refus de contribuer	Refus avec consultation	Non Statuée	Total DAJ Traitées	Admis Permanent	Admis Pratique Privée	
01 - Longueuil - Droit civil	3251	670	0	64	0	1	3986	1630	1597	
02 - Châteauguay	541	197	0	23	0	0	761	287	251	
03 - Saint-Jean-sur-Richelieu	2812	393	0	35	0	0	3240	1200	1590	
05 - Saint-Hyacinthe	3464	337	0	53	0	5	3859	1373	2080	
06 - Sorel	3384	244	5	33	0	2	3668	1241	2147	
07 - Granby	3310	424	1	59	0	0	3794	1080	2213	
08 - Salaberry-de-Valleyfield	5036	866	1	70	0	1	5974	2106	2927	
10 - Cowansville	1527	162	0	22	0	0	1711	385	1140	
11 - Longueuil, section criminelle	3124	405	7	40	0	10	3586	1144	1987	
13 - Longueuil, section jeunesse	2886	100	2	8	0	6	3002	1564	1324	
<b>Total</b>	<b>29335</b>	<b>3798</b>	<b>16</b>	<b>407</b>	<b>0</b>	<b>25</b>	<b>33581</b>	<b>12010</b>	<b>17256</b>	

Demandes traitées	<b>33581</b>	<b>100.00%</b>
Demandes acceptées	<b>29335</b>	<b>87.36%</b>
Refus	<b>4205</b>	<b>12.52%</b>

Demandes acceptées	<b>29335</b>	<b>100.00%</b>
Demandes acceptées (Permanents)	<b>12010</b>	<b>40.94%</b>
Demandes acceptées (Pratique privée)	<b>17256</b>	<b>58.82%</b>



**AIDE  
JURIDIQUE**

**CENTRE COMMUNAUTAIRE  
| JURIDIQUE DE LA RIVE-SUD**

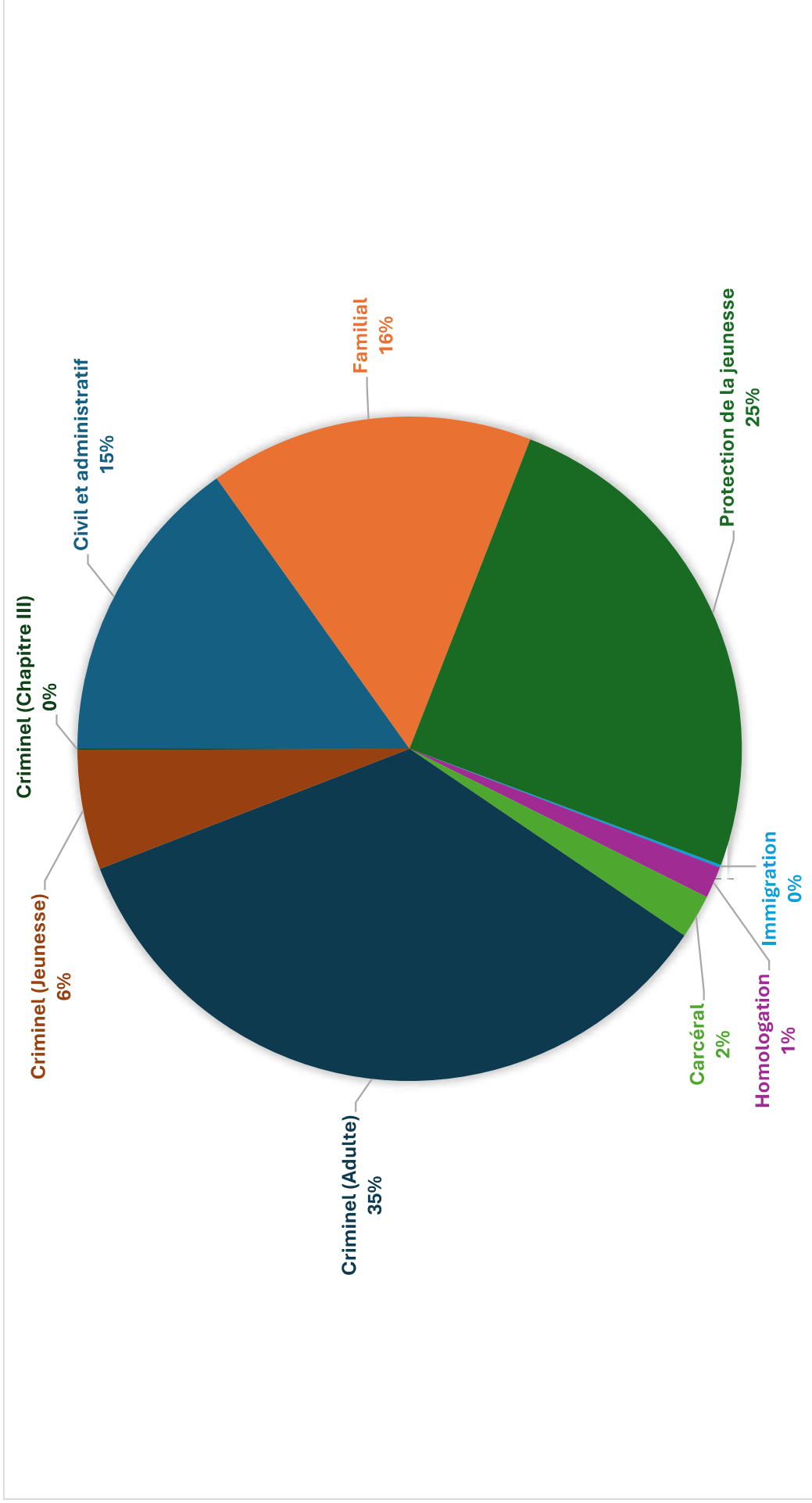
RÉSUMÉ PAR BUREAU (2022-04-01 au 2023-03-31)									
BUREAU	DAJ Admis	DAJ Refus	DAJ Cont	Refus de contribuer	Refus avec consultation	Non Statuée	Total DAJ Traitées	A admis Permanent	A admis Pratique privée
01 - Longueuil - Droit civil	2724	735	0	48	0	0	3507	1399	1313
02 - Châteauguay	467	255	0	14	0	0	736	180	287
03 - Saint-Jean-sur-Richelieu	2639	535	0	27	0	1	3202	1006	1624
05 - Saint-Hyacinthe	2893	525	0	25	0	1	3444	1188	1698
06 - Sorel	2863	517	0	28	0	2	3410	1004	1859
07 - Granby	2984	624	0	23	0	0	3631	920	2040
08 - Salaberry-de-Valleyfield	4275	1097	2	38	0	0	5412	1936	2340
10 - Cowansville	1423	215	0	12	0	0	1650	389	1029
11 - Longueuil, section criminelle	2572	727	1	23	0	4	3327	1000	1573
13 - Longueuil, section jeunesse	2602	166	0	1	0	1	2770	1468	1134
<b>Total</b>	<b>25442</b>	<b>5396</b>	<b>3</b>	<b>239</b>	<b>0</b>	<b>9</b>	<b>31089</b>	<b>10490</b>	<b>14897</b>

Demandes traitées	<b>31089</b>	<b>100.00%</b>
Demandes acceptées	<b>25442</b>	<b>81.84%</b>
Refus	<b>5635</b>	<b>18.13%</b>

Demandes acceptées	<b>25442</b>	<b>100.00%</b>
Demandes acceptées (Permanents)	<b>10490</b>	<b>41.23%</b>
Demandes acceptées (Pratique privée)	<b>14897</b>	<b>58.55%</b>



### Répartition de la demande par domaine de droit en date du 31 mars 2025





---

## **Faits saillants – Exercice 2024-2025**

### **Projet eMAJ et modernisation progressive de nos outils et travail**

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2024, nous continuons à moderniser nos processus par l'introduction des initiatives du projet eMAJ. Plusieurs de nos bureaux disposent désormais de l'outil « Bloc-Notes 2.0. », un modèle de dossier électronique combinant les fonctionnalités des applications OneNote et SharePoint.

Depuis le 5 juin 2024, nous avons migré nos lignes téléphoniques pour que celles-ci soient prise en charge par l'application Teams. Nos employés peuvent désormais répondre à leurs appels sans décrocher un combiné, leur ordinateur permettant de prendre en charge toutes les fonctionnalités nécessaires, incluant un service de transcription des messages vocaux.

Finalement, depuis le 9 décembre 2024, nos bureaux ont accès à la plateforme de signature électronique ConsignO Cloud. Grâce à cet outil, nos avocats exerçant en droit administratif, civil et familial, ainsi que les secrétaires juridiques, peuvent désormais offrir à notre clientèle l'option de signer des documents à distance<sup>3</sup>.

### **Départ d'un grand contributeur du conseil d'administration**

Le 24 avril 2024, après plus de 40 ans à notre service, Me Jacques Sylvestre, Sr., Ad. E., a annoncé son intention de ne pas renouveler son mandat à titre d'administrateur, décision confirmée lors de l'assemblée générale annuelle s'étant tenue le 14 mai 2024.

Le 2 juin 2024, notre conseil d'administration a résolu à l'unanimité que notre centre exprime à Me Sylvestre son plus profond respect et ses remerciements les plus sincères pour l'ensemble des services distingués rendus tout au long de ces années généreusement offertes à notre organisation et à son personnel.

Nous remercions, à nouveau, Me Sylvestre pour toute la couleur, l'expertise, les lumières et la pertinence insufflées à notre organisation pendant toutes ces années de bons et loyaux services.

### **Programme de reconnaissance**

Présenté à notre conseil d'administration le 14 mai 2024, nous avons procédé, cette année, à la première remise des prix de reconnaissance. Nous sommes ravis de souligner la détermination de nos employés et de les remercier pour les excellents services qu'ils rendent à notre clientèle.

### **Blitz d'embauches à l'automne 2024 avant le gel du recrutement**

Lors de la semaine du 28 octobre 2024, nous avons procédé à l'embauche de cinq membres du personnel de soutien, ainsi que confirmé la continuité de l'emploi d'une avocate *in extremis*. Nous

---

<sup>3</sup> La plateforme n'a pas encore été rendue accessible aux avocats exerçant dans d'autres domaines de droit.



remercions chaleureusement Me Julie Deschênes, alors directrice générale adjointe par intérim, d'avoir procédé aux entrevues et coordonné l'ensemble de ces embauches.

### **Gel du recrutement**

Le 1<sup>er</sup> novembre 2024, le gouvernement en conseil a imposé un gel du recrutement dans toute la fonction publique. La Commission des services juridiques et les centres régionaux d'aide juridique, comme le Centre communautaire juridique de la Rive-Sud, sont aussi touchés par cette mesure.

Notre organisation, par sa mission, peut toutefois bénéficier d'exemption au gel d'embauche. Cela est possible suivant un processus d'autorisation mis en place par la Commission des services juridiques et les autorités gouvernementales.

### **Création du poste permanent de directeur de bureau à la direction générale**

Le 5 novembre 2024, notre conseil d'administration a procédé à la nomination de Me Mathieu Vespa à titre de directeur de bureau à la direction générale.

Compte tenu de l'accroissement des tâches de nature règlementaire dévolues aux centres communautaires juridiques, notamment depuis l'entrée en vigueur de la *Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels* (ou « Loi 25 ») et l'assujettissement des centres à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, nous avons fait le choix de rapatrier le poste de directeur de bureau anciennement occupé par Me Vespa au bureau d'aide juridique de Longueuil – Droit civil, à la direction générale.

Depuis, Me Mélanie Lenneville, directrice du bureau d'aide juridique de Saint-Jean-sur-Richelieu, assume avec brio la direction par intérim du bureau d'aide juridique de Longueuil – Droit civil.

Nous remercions chaleureusement Me Vespa et Me Lenneville d'avoir accepté de relever ces nouveaux défis.

### **Création du poste temporaire de secrétaire volante**

Depuis le 2 décembre 2024, madame Patricia Jorge, secrétaire juridique, occupe un poste de « secrétaire volante », le premier en son genre au Centre communautaire juridique de la Rive-Sud. Plutôt qu'être attirée à un bureau particulier, madame Jorge est appelée à collaborer avec l'ensemble des bureaux d'aide juridique de notre territoire, selon leurs besoins de service.

Bien que l'affectation de madame Jorge soit temporaire, elle apporte, quotidiennement, une bouffée d'air frais aux bureaux qui en font la demande.

### **Gain à la Cour suprême du Canada**

Le 20 décembre 2024, dans le cadre de l'affaire *Québec (Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse) c. Directrice de la protection de la jeunesse du CISSS A*, 2024 CSC 43,



la Cour suprême du Canada a rendu une décision relative aux pouvoirs correctifs dont dispose la Cour du Québec, chambre de la jeunesse, lorsqu'elle constate que les droits d'un enfant ont été lésés.

Les intérêts de l'enfant mise en cause ont été fièrement représentés par Me Charlotte Vanier-Perras, avocate exerçant au sein de notre bureau de Longueuil – Droit criminel et de la jeunesse.

Me Vanier-Perras s'est également méritée le prix « Relève d'Excellence » lors du congrès annuel de l'Association des Jeunes Barreaux de Région.

## **Orientations et objectifs 2024-2026**

### **Enjeux**

Les enjeux sont les préoccupations majeures de notre organisation. Nous avons décidé d'épouser les enjeux définis dans le dernier plan stratégique de la Commission des services juridiques (2021-2025). Nos objectifs sont alignés sur ces enjeux.

<b>Enjeu 1 :</b>	<b>Accès à la justice</b>
<b>Enjeu 2 :</b>	<b>Modernisation du réseau de l'aide juridique</b>
<b>Enjeu 3 :</b>	<b>Performance organisationnelle</b>

## Enjeu 1 : Accès à la justice

Orientation : Adapter nos services aux besoins émergents et spécifiques de notre clientèle

		MOYENS/ACTIONS	ÉTAT DES TRAVAUX
1	Offrir une plus grande variété des services par nos avocats permanents qui sont couverts par la <i>Loi sur l'aide juridique</i> et sur la <i>prestation de certains autres services juridiques</i>	Revoir, pour chacun des postes, les domaines de droit couverts et voir à leur développement	Mars 2025 – Atteint
		Analyser la répartition des effectifs dans les bureaux et voir à leur redistribution, si nécessaire, en considérant notre part du marché et celle de la pratique privée	Mars 2026 – En cours
		Créer des alliances avec les organismes communautaires	Mars 2026 – À venir
		Mutualiser nos ressources en utilisant, entre autres, nos outils technologiques	Mars 2026 – En cours
2	Réduire les délais de rendez-vous et les délais de traitement des dossiers	Revoir, pour chacun des postes, les domaines de droit couverts et voir à leur développement	Mars 2025 – Atteint
		Analyser la répartition des effectifs dans les bureaux et voir à leur redistribution, si nécessaire, en considérant notre part du marché et celle de la pratique privée	Mars 2026 – En cours
		Créer des alliances avec les organismes communautaires	Mars 2026 – À venir
		Mutualiser nos ressources en utilisant, entre autres, nos outils technologiques	Mars 2026 – En cours

## Enjeu 2 : Modernisation du réseau de l'aide juridique

Orientation : Offrir aux citoyens des services de qualité appuyés sur des solutions numériques de pointe

OBJECTIFS		MOYENS/ACTIONS	ÉTAT DES TRAVAUX
1	Déployer tous les projets du programme eMAJ et s'assurer de l'adhésion des employés à ces projets dans la perspective de la vision de ce programme : « Offrir aux citoyens des services de qualité, accessibles et simplifiés, appuyés sur des solutions numériques et de pointe, des façons de faire innovantes, l'engagement des employés et la force du réseau de l'aide juridique »	Établir un plan de déploiement des divers projets	Juin 2024 – Atteint
		Offrir aux employés les formations nécessaires pour bien comprendre l'utilisation des outils et en maximiser leur utilisation	Juin 2025 – En cours
		Clarifier et promouvoir le rôle des super-utilisateurs du centre, ainsi que celui de la secrétaire principale eMAJ	Septembre 2025 – Atteint, mais par le biais d'autres moyens et actions;
		Identifier les besoins spécifiques	Juin 2025 – Atteint
		Assurer l'utilisation et la maximisation des outils déployés et le programme mis en place (suivis)	Mars 2026 – À venir
		Colliger les bons et moins bons coups de l'implantation au bureau de Sorel-Tracy pour planifier l'implantation dans les autres bureaux	Mai 2024 – Atteint
2	Déployer la téléphonie IP dans l'ensemble des bureaux du CCJRS	Mettre sur pied une équipe de personnes-ressources dans chacun des bureaux	Juin 2024 – Atteint
		Utiliser les ressources nécessaires dont la secrétaire principale eMAJ pour supporter les équipes dans ce déploiement	Septembre 2024 – Atteint



<b>3</b>	Assurer la mise à jour des informations contenues sur Mon CCJRS et Ma Référence	Mettre en place un processus pour que les mises à jour des informations contenues dans les deux SharePoint soient transmises dès que possible à la personne habilitée à procéder aux changements	Juin 2024 – Atteint
<b>4</b>	Adopter les bonnes pratiques pour être conforme à la loi 25 (nouvelles dispositions protégeant la vie privée des Québécois)	Mettre en place un processus d'autorisation d'ajout de contenus aux deux SharePoint  Créer les politiques et les outils afin de se conformer à la loi 25  Former tous les employés au sujet des obligations créées par ces nouvelles dispositions	Juin 2024 – Atteint  Mai 2024 – Atteint  Décembre 2024 – Atteint, mais par le biais d'autres moyens et actions;

### Enjeu 3 : Performance organisationnelle

Orientation : Optimiser la capacité du réseau de l'aide juridique à offrir des services de qualité

OBJECTIFS		MOYENS/ACTIONS	ÉTAT DES TRAVAUX
1	Développer une culture du mieux-être au CCJRS	<p>Adopter un programme de reconnaissance pour nos employés</p> <p>Créer un comité tripartite ayant comme mandat de proposer des mesures favorisant le mieux-être des employés</p>	<p>Juin 2024 – Atteint</p> <p>Novembre 2024 – À venir</p>
2	Favoriser l'attraction et la rétention afin de devenir un employeur de choix	<p>Recrutement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Revoir notre processus de dotation;</li> <li>• Être présents lors des journées carrière (soutien et avocats);</li> <li>• Accueillir des étudiants stagiaires;</li> <li>• Revoir la distribution des stagiaires en droit;</li> </ul>	<p>Mars 2026 – En cours</p>
		Intégration : revoir le calendrier des étapes de l'intégration	Septembre 2024 – Atteint



	<p>Formation :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Revoir le mandat du comité de formation du soutien;</li><li>• Créer un comité de formation pour les avocats;</li><li>• Créer un comité de formation pour les cadres;</li></ul>	Mars 2026 – À venir
	<p>Évaluation :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Revoir nos processus d'évaluation des nouveaux employés;</li><li>• Revoir le processus annuel d'évaluation des employés (avocats et soutien);</li><li>• Mettre en place un processus d'évaluation des cadres;</li></ul>	Mars 2026 – En cours
	<p>Rétention :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Évaluer la possibilité de créer des équipes spécialisées ou développer des avocats spécialistes pour permettre à d'autres avocats d'accepter des dossiers plus complexes ou de longue durée</li></ul>	Mars 2026 – Dans le contexte actuel de gel d'embauche, cet objectif ne peut pas être atteint;



## Revenus autonomes

Le 20 juin 2024, la Commission des services juridiques a revu notre cible des revenus autonomes. La fixation de cette cible tient non seulement compte de notre nombre de professionnels et d'employés, mais aussi du nombre d'attestations d'aide juridique émises aux avocats de la pratique privée au cours du précédent exercice financier.

Les revenus autonomes perçus par notre centre comprennent les montants versés par les bénéficiaires financièrement admissibles moyennant le versement d'une contribution, et, selon le cas, les montants devant être récupérés conformément aux articles 38 et 39 du *Règlement de l'aide juridique*, ou pour donner suite à l'émission d'un avis de retrait pour l'un des motifs énumérés à l'article 70 de la *Loi sur l'aide juridique et la prestation d'autres services juridiques*.

Pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2025, notre cible des revenus autonomes correspond à un montant de 430 365 \$, ce qui représente **7,82 %** de la cible totale du réseau de l'aide juridique.

<b>Cible des revenus autonomes (2024-2025)</b>	430 365 \$
<b>Volets contributifs – Contributions encaissées</b>	316 783 \$
<b>Volets contributifs – Frais administratifs</b>	69 605 \$
<b>Récupération – Sommes encaissées</b>	175 369 \$
<b>Intérêts générés</b>	92 013 \$
<b>Total des revenus autonomes (2024-2025)</b>	653 770 \$

Vu ce qui précède, nous sommes fiers de constater que nous avons non seulement atteint, mais surpassé notre cible pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2025.

## Contestations de l'admissibilité financière

Conformément à l'article 75 de la *Loi sur l'aide juridique et la prestation d'autres services juridiques*, toute partie intéressée dans un litige ou une cause peut contester l'admissibilité financière d'une personne à l'aide juridique.

Pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2025, nous avons reçu et traité 37 demandes provenant de particuliers souhaitant contester l'admissibilité financière de nos bénéficiaires.

	2022-2023	2023-2024	2024-2025
<b>Contestations reçues au 31 mars</b>	34	42	37
<b>Contestations reçues d'un autre organisme</b>	1	0	0
<b>Contestations en cours de traitement au 31 mars</b>	1	1	5
<b>Contestations traitées au 31 mars</b>	33	41	32



Vu ce qui précède, nous retenons que le nombre de contestations déposées en date du 31 mars d'une année financière donnée demeure relativement stable.

## Traitement des plaintes

Les plaintes que nous sommes appelés à traiter contiennent des renseignements précieux qui nous permettent de nous améliorer dans le cadre de notre mission sociétale.

Les plaintes que nous recevons sont traitées de façon confidentielle, et visent, plus souvent qu'autrement, l'accessibilité à nos services et la qualité des services rendus par notre personnel.

Pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2025, nous avons reçu 13 plaintes, et deux se sont avérées partiellement fondées.

	2022-2023	2023-2024	2024-2025
<b>Plaintes reçues au 31 mars</b>	10	3	13
<b>Plaintes en cours de traitement au 31 mars</b>	1	0	0
<b>Plaintes traitées au 31 mars</b>	9	3	13
<b>Plaintes relevant d'un autre organisme</b>	0	0	0
<b>Plaintes anonymes (sans décision)</b>	0	0	0
<b>Plaintes où il y a eu désistement</b>	0	1	3
<b>Plaintes recevables, mais non fondées</b>	0	2	8
<b>Plaintes de victimes d'infractions criminelles</b>	N/A <sup>4</sup>	0	0

<sup>4</sup> Cette donnée n'est pas disponible pour l'année financière 2022-2023.



## Protection des renseignements personnels

Nous sommes assujettis à la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé*. Les demandes formulées par des personnes concernées, ainsi que l'analyse qui en découle, est traitée de façon centralisée.

La tenue du registre des incidents de confidentialité, ainsi que l'évaluation du préjudice qui peut en découler, sont aussi traitées, de façon centralisée, à la direction générale.

	2023-2024 <sup>5</sup>	2024-2025
<b>Demandes d'accès à des renseignements personnels</b>	3	3
<b>Demandes de rectification de renseignements personnels</b>	0	0
<b>Demandes de portabilité</b>	0	0

	2023-2024	2024-2025
<b>Incidents de confidentialité rapportés</b>	6	10
<b>Incidents de confidentialité avec préjudice sérieux</b>	0	0

Pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2025, nous retenons que le nombre de demandes formulées pour accéder à des renseignements personnels demeurent peu fréquentes. Quant au nombre d'incidents de confidentialité rapportés, nous sommes heureux de constater que ces incidents sont, aussi, peu fréquents.

Toutefois, vu qu'il s'agit d'obligations relativement nouvelles, nous continuons à sensibiliser notre personnel quant à l'importance de divulguer la survenance de ces incidents, même s'il ne s'agit qu'un envoi d'un courriel à un mauvais destinataire.

<sup>5</sup> Ces données sont compilées depuis l'exercice 2023-2024.



**AIDE  
JURIDIQUE**

CENTRE COMMUNAUTAIRE  
JURIDIQUE DE LA RIVE-SUD

---

---

## **Annexe I – Organismes partenaires**

---

## Centre communautaire juridique de la Rive-Sud 2024-2025

### L'aide à la personne et à la famille

Abri de la Rive-Sud

Alternative Centregens (Longueuil et les environs)

A.P.A.J (aide pédagogique) (St-Hyacinthe)

Association coopérative d'économie familiale de la Rive-Sud (Longueuil et environs)

Association Coopérative économie familiale Montérégie Est (St-Hyacinthe)

Association parents enfants handicapés Richelieu-Yamaska (St-Hyacinthe)

Association de parents de l'enfant en difficulté (APED; Longueuil et les environs)

Association des familles monoparentales et recomposées de St-Hyacinthe

Carrefour Naissance Famille

CASA

Centre Carrefour Jeunesse emploi Pierre de Saurel

Centre d'animation mère-enfants (0-5 ans) (Saint-Bruno-de-Montarville)

Centre de femmes La Moisson

Centre de réadaptation en déficience intellectuelle Montérégie-Est (Granby)

Centre d'écoute Montérégien

Centre Louise Bibeau (St-Hyacinthe)

Centre psychosocial Richelieu-Yamaska (St-Hyacinthe)

Centre de répit-dépannage Aux Quatre Poches! (Boucherville)

Centre montréalais de réadaptation (Vaudreuil-Dorion)

Comité consultatif de la Fondation Marie-Vincent

Coopérative aux petits soins (St-Hyacinthe)

Entraide pour hommes (Longueuil, Beloeil)

Jeunes mères en action (Saint-Jean-sur-Richelieu)

L'Antre-temps

L'accueil pour elle (Valleyfield)

La Passerelle (Vaudreuil-Dorion)

Le Centre des femmes

Le Petit pont (Longueuil, St-Hyacinthe)

Le Phare (St-Hyacinthe)

MAM – Autour de la maternité (Longueuil)

Maison La Source – Sorel-Tracy

Maison la grande Ourse Montérégie (Sorel-Tracy)

Le Parenfant (Granby et Cowansville)

Maison Jacques Ferron (Longueuil)

Maison Oxygène (Sorel-Tracy)

Maison Le Passeur (Sorel-Tracy)

Maison alternative du développement humain (St-Hyacinthe)

Maison l'Ancre Pierre-de-Saurel (Sorel)

Maison la Virevolte (Longueuil)

Maison de la Famille Kateri (La Prairie)

Maison de la famille Vaudreuil-Dorion

Maison de la Paix (Longueuil)

Maison d'hébergement dépannage de Valleyfield

Maison de la jeunesse 12-17 de Valleyfield  
Mouvement SEM (Saint-Jean-sur-Richelieu)  
Répit le Zéphyr (Valleyfield)

### **L'enseignement et la jeunesse**

Table de concertation en droit de la jeunesse district de Bedford  
Table de concertation en matière de justice pénale pour adolescents  
Table de concertation en protection de la jeunesse de la Montérégie  
Table de concertation jeunesse maskoutaine

### **La justice**

Association des barreaux de province  
Association des avocats de la défense de Montréal-Laval-Longueuil (formation)  
Association du jeune Barreau de Longueuil (AJBL)  
Association québécoise des avocat(e)s de la défense  
Barreau du Québec

- Comité d'accès à la profession du Barreau du Québec
- Comité de discipline
- Comité de liaison avec la Régie du Logement
- Comité des équivalences
- Comité jeunesse
- Comité sur l'exercice de la pratique illégale de la profession d'avocat

Barreaux des sections (Longueuil, Richelieu, Bedford)

- Comité avocats dans la Communauté
- Comité de droit administratif
- Comité de droit civil
- Comité de droit criminel et pénal
- Comité de droit matrimonial/familial
- Comité de liaison avec la Cour supérieure du district d'Iberville
- Comité de liaison avec la magistrature de la Cour du Québec pour la Chambre de la jeunesse de Bedford
- Comité de liaison avec la magistrature de la Cour du Québec pour la Chambre criminelle du district de Bedford
- Comité de liaison avec la Cour supérieure du district de Bedford;
- Comité de la rentrée judiciaire (Barreau de Longueuil);
- Comité des anciens bâtonniers
- Comité des journées du droit
- Comité Droit de la Santé Mentale
- Comité du Jeune Barreau
- Comité en droit de la jeunesse
- Comité d'intégration des services judiciaires du district de Beauharnois (tribunal spécialisé)
- Comité magistrature – Chambre de la jeunesse et Barreau du district de Beauharnois
- Comité magistrature - Cour supérieure et Barreau du district de Beauharnois

- Comité magistrature – Cour du Québec (santé mentale) et Barreau du district de Beauharnois
- Comité de formation (Barreau de Longueuil)
- Comité socio judiciaire du district de Beauharnois (tribunal spécialisé)

CALACS Châteauguay  
 Carrefour Jeunesse Emploi  
 Centre d'action bénévole du Bas-Richelieu  
 Centre d'action bénévole du grand Châteauguay  
 Centre d'assistance et d'accompagnement aux plaintes (CAAP) Montérégie (Longueuil, Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Hyacinthe)  
 Centre d'intervention jeunesse des Maskoutains (St-Hyacinthe)  
 Centre de Bénévolat St-Hyacinthe  
 Centre de pédiatrie sociale grand galop (St-Hyacinthe)  
 Collectif défense des droits Montérégie (St-Hyacinthe)  
 Comité d'éthique en matière d'empêchement (ministère de la Famille)  
 Comité d'implantation du PAJ-SM district de Bedford  
 Comité d'implantation régional du programme socio judiciaire en conflits sévères de séparation (jeunesse-Longueuil)  
 Comité de santé mentale du district d'Iberville  
 Comité de suivi communautaire sur la conciliation judiciaire en matière jeunesse  
 Comité de suivi communautaire sur les conférences de règlements à l'amiable (Jeunesse)  
 Comité des projets d'entente (jeunesse-Longueuil)  
 Comité en conciliation (gestion d'instance) (jeunesse-Longueuil)  
 Comité en coparentalité (Jeunesse-Longueuil)  
 Comité intersectoriel en délinquance pour la région de la Montérégie (jeunesse-Longueuil)  
 Comité Montérégien sur les délais judiciaires en jeunesse  
 Comité opérationnel de la Montérégie-PPMPJ  
 Comité programme d'accompagnement de justice santé mentale de Longueuil (PAJ-SM Longueuil)  
 Comité Programme d'accompagnement de justice de santé mentale du district D'Iberville (PAJ-SM Saint-Jean-sur-Richelieu)  
 Comité régional intersectoriel en itinérance de la Montérégie (criminel-Longueuil)  
 Commission des services juridiques

- Comité communautaire d'intervention en délinquance
- Comité communautaire intersectoriel en délinquance et protection de la jeunesse
- Comité des aînés
- Comité des communications
- Comité droit de la famille
- Comité en droit administratif
- Comité en droit criminel
- Comité jeunesse
- Comité sur la représentation des enfants

CRD le Virage (Sorel- St-Hyacinthe)  
 Éducaloi  
 Équijustice (St-Hyacinthe)  
 Halte Soleil (Sorel)  
 Justice Alternative du Suroît (Valleyfield)  
 Rencontres du programme de mesures de rechange général pour adultes (PMRG)  
 Satellite organisme prévention des dépendances (St-Hyacinthe)

Service d'informations des petites créances à la Cour du Québec de Longueuil  
Service d'informations des petites créances à la Cour du Québec de Longueuil  
Sous-comité en matière de protection de la jeunesse de l'Association des avocat(e)s de Saint-Hyacinthe  
Sous-comité sur la formation professionnelle de l'Association des avocat(e)s de Saint-Hyacinthe  
Table concernant l'implantation de conférences de règlement à l'amiable en protection de la jeunesse (Saint-Hyacinthe)  
Table de concertation des intervenants à la Cour du Québec en matière de protection de la jeunesse (Saint-Hyacinthe)  
Table de concertation des intervenants à la Cour du Québec en matière de protection de la jeunesse (Sorel)  
Table de concertation des intervenants à la Cour du Québec en matière de justice pénale pour adolescents (Saint-Hyacinthe)  
Table de concertation des intervenants à la cour du Québec en matière criminelle et pénale adultes (district d'Iberville)  
Table de concertation en droit criminel district de Bedford  
Table de concertation en jeunesse district de Bedford  
Table de concertation en droit criminel district de Beauharnois  
Table de concertation en matière de délinquance et de protection (Sorel-Tracy);  
Table de justice autochtone de Kahnawake-Indigenous Round Table of Kahnawake (criminel et jeunesse-Longueuil)  
Table ronde en droit criminel et jeunesse d'Akwesasne  
Tables socio judiciaires en matière jeunesse pour la Montérégie  
Tables socio judiciaires en matière jeunesse pour le district d'Iberville  
Union des travailleuses et travailleurs accidentés et malades (UTTAM)

### **Autres organismes**

Action logement Pierre-de Saurel  
Aide et intégration jeunesse au travail (Saint-Hyacinthe)  
Amis Soleil (Saint-Bruno-de-Montarville)  
Association parents enfants Handicapé Richelieu Yamaska (St-Hyacinthe)  
Association personnes Aphasique du Richelieu Yamaska (St-Hyacinthe)  
Association cranio-cérébraux Montérégie (Beloeil)  
Auberge Sous mon toit  
Autisme Montérégie  
Atelier transition inc. (St-Hyacinthe)  
Carrefour Jeunesse emploi (Saint-Jean-sur-Richelieu)  
Carrefour Jeunesse Emploi Marguerite-Douville  
Carrefour jeunesse-emploi Vaudreuil-Dorion  
Carrefour Le Moutier  
Carrefour pour Elle  
Cavas Richelieu-Yamaska et Sorel-Tracy  
Cellule jeune et famille Brome-Missisquoi  
Centre d'action bénévole les P'tits Bonheurs (Saint-Bruno-de-Montarville)  
Centre d'action bénévole de St-Hubert  
Centre d'action bénévole de Valleyfield (CABV)

Centre d'action bénévole L'Actuel (Vaudreuil-Dorion)  
Centre de bénévolat de Saint-Basile-le-Grand  
Centre de bénévolat de la Rive-Sud (Longueuil)  
Centre femmes l'autonomie en soie (St-Hyacinthe)  
Centre d'intervention Jeunesse des Maskoutains  
Centre d'intervention en santé mentale – Espoir  
Centre de formation des Maskoutains  
Centre de pédiatrie sociale en communauté de Longueuil  
Centre de pédiatrie sociale main dans la main  
Centres jeunesse de la région  
CIVAS (centre d'intervention en violence et agression sexuelle : nouveau point de service à Granby)  
CLSC – CHSLD de la région  
Comité logement de la Rive-Sud  
Comptoir Partage la mie (St-Hyacinthe)  
Conseil d'administration de club sportif  
Contact Richelieu (St-Hyacinthe)  
CPE la boîte à bizous (Sainte-Catherine)  
CPE Citronnelle (Salaberry de Valleyfield)  
Entraide Jeunesse François-Godbout (Waterloo)  
Espace Carrière (St-Hyacinthe)  
Gens au travail (Saint-Hyacinthe)  
Grands frères et grandes sœurs de la Montérégie (St-Hyacinthe)  
Groupe Action Nouvelle Vie (Longueuil)  
Groupe d'entraide des familles monoparentales de Salaberry-de-Valleyfield  
Groupe d'entraide G.E.M.E. | Soutien pour troubles anxieux (Longueuil)  
Groupe d'étudiants de la Polyvalente de Soulanges  
Horizon pour Elle (Cowansville)  
Inform'Elle  
Impact de rue (Granby)  
Institut de recherche et informations socioéconomiques (IRIS)  
Intégration Compétences (Beloeil, Chambly)  
Justice alternative Richelieu-Yamaska  
L'arrêt-Court (Sorel)  
La maison sous les arbres (Châteauguay)  
La Re-source (Châteauguay)  
L'Envolée (Centre d'action bénévole de Ste-Julie)  
La boîtes à lettres (Longueuil)  
La Clé sur la porte  
La Margelle (Sorel)  
La moisson Maskoutaine  
La Mosaïque  
La porte du passant (Sorel)  
Le Repas du Passant (Longueuil)  
La traversée (Sorel)  
Le Parenfant Cowansville et Granby  
Le Phare (St-Hyacinthe)

Le Vaisseau d'or (Sorel)  
Le Virage (Longueuil et Sorel)  
Les grands frères et grandes sœurs de la Montérégie (St-Hyacinthe)  
Maison alternative de développement humain (St-Hyacinthe)  
Maison de la famille des maskoutains (St-Hyacinthe)  
Maison internationale de la Rive-Sud (Longueuil)  
Maison l'Alcove (St-Hyacinthe)  
Maison La Chaumière  
Maison le Baluchon (St-Hyacinthe)  
Maison Alice Desmarais (Granby)  
Maison pour femme en difficulté (district de Beauharnois)  
Moisson Sud-Ouest (Valleyfield)  
Organisme de la défense des droits sociaux de Richelieu (Sorel)  
Place à l'Emploi (Longueuil)  
Popote-roulante de Salaberry-de-Valleyfield  
Préma-Québec  
Regroupement des comités logement et associations locataires du Québec (RCLALQ)  
Ressources pour Homme  
Service alimentaire communautaire (S.A.C.) (Valleyfield)  
SOLIDES (Société locative d'investissement et de développement social) (Longueuil)  
SICOM (suivis intensifs dans la communauté à l'hôpital Charles-Lemoyne)  
SIM (suivis intensifs en milieu hospitalier à l'hôpital Pierre Boucher)  
Tail-Aide Région du Suroît  
Tandem Emploi (Chambly)  
Toxico-Gîtes  
Trait-d'union Montérégien (St-Hyacinthe)



**AIDE  
JURIDIQUE**

CENTRE COMMUNAUTAIRE  
JURIDIQUE DE LA RIVE-SUD

---

---

## **Annexe II – Rapports des directeurs de bureau**

---

## **Rapport annuel 2024-2025 pour le bureau d'aide juridique de Longueuil — Droit civil**

C'est avec une grande fierté que je vous présente notre rapport annuel pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> avril 2024 et le 31 mars 2025 pour le bureau de Longueuil — Droit civil.

### **Défis marquants pour le bureau et stratégies développées pour y faire face**

Suivant le départ de Me Deschênes au poste de directrice générale adjointe, j'ai accepté le défi de gérer, par intérim, le bureau de Longueuil – Droit civil. Je gère ce bureau tout en demeurant la directrice du bureau de Saint-Jean-sur-Richelieu.

Dans la foulée de la réalisation des objectifs organisationnels du CCJRS, la direction générale a transféré un poste d'avocat du bureau de Longueuil, soit le poste laissé vacant par Me Deschênes, afin de mieux répondre aux besoins de la clientèle. Le poste de secrétaire lié à ce poste d'avocat a été, de façon temporaire, transformé en un poste de secrétaire volante. Ces changements ont nécessité des ajustements au niveau de la répartition des dossiers et de l'organisation du travail.

Nous avons, malgré ces changements, maintenu notre service de garde pour les dossiers de santé mentale, et ce, sans ralentir le flot de demandes de ces dossiers. Ce fut un bel exemple de collaboration entre les avocates du bureau. Le bureau d'aide juridique de Longueuil — Droit civil, assure ce service 3 semaines par mois, alors que la pratique privée assure ce service la quatrième semaine du mois.

Notre avocate affectée aux dossiers de violence conjugale et violence sexuelle a traité 95 dossiers dont les fiches provenant du service Rebâtir.

Nous avons déployé en février dernier, l'un des gros projets eMAJ, soit le Bloc-Notes 2.0, qui nous permet de travailler nos dossiers de manière virtuelle.

### **Bons coups : défis juridiques relevés par les membres du bureau**

**Dossier 505-40-011938-242 : Jugement de l'honorable Hélène Maillette J.C.Q. du 1<sup>er</sup> juillet 2024 :**

Dans ce dossier, les délais de mise sous garde préventive n'avaient pas été respectés. Me Darianne Nadeau a obtenu un jugement qui ouvre la porte à la cliente d'intenter une poursuite civile contre le CISSS. Ce jugement rappelle aux établissements de santé l'importance de mettre les patients sous garde préventive lorsqu'ils sont inaptes à consentir pour demeurer à l'hôpital.

Nos deux avocates qui pratiquent en droit administratif ont assumé plusieurs dossiers du bureau de Salaberry-de-Valleyfield pour pallier l'absence d'une avocate en congé de maladie. C'est un bel exemple de collaboration.

Je suis fière de ma nouvelle équipe de Longueuil — Droit civil. Elle est compétente et offre un service professionnel à notre clientèle.

### **Maitre Mélanie Lenneville**

Directrice par intérim du bureau d'aide juridique de Longueuil — Droit civil

## **Rapport annuel 2024-2025 pour les bureaux d'aide juridique de Salaberry-de-Valleyfield et Châteauguay**

C'est avec fierté que je vous soumetts le rapport d'activité 2024-2025 pour les bureaux d'aide juridique de Salaberry-de-Valleyfield et de Châteauguay.

### **Défis marquants pour le bureau et stratégies développées pour y faire face**

#### **a) Construction des nouveaux espaces de bureaux**

Depuis plusieurs années, nous avons au bureau de Salaberry-de-Valleyfield, un enjeu d'espace. Au cours des dernières années, nous avons réaménagé l'espace intérieur. Toutefois, l'ajout d'effectifs en droit criminel et de la jeunesse ont nécessité un agrandissement. L'immeuble présentait certains défis d'adaptations aux normes actuelles d'insonorisation et à la logistique d'un bureau d'avocat. Ces travaux, dirigés avec doigté et rigueur par Me Toulouse et M. Bucicov, en collaboration avec la Société québécoise des infrastructures, ont été finalisés au cours de l'hiver dernier.

#### **b) Déploiement du « Bloc-Notes »**

Malgré les réticences et appréhensions des membres des deux bureaux, le déploiement du Bloc-Notes s'est très bien déroulé. Grâce aux excellents outils de formation et astuces mis en place par Me Julie Deschênes, DGA, et à la formation adaptée de madame Christine Larouche, ressource eMAJ, les membres de l'équipe se sont sentis soutenus. Ils ont appris à travailler avec cette nouvelle méthode numérique qui réduit de beaucoup l'utilisation du papier. Tous participent à son perfectionnement en partageant leurs trucs ou initiatives créatives.

#### **c) Départ à la retraite de Me Toulouse**

Me Toulouse, après 30 ans de dévouement au sein du CCJRS, dont 20 ans comme directrice des bureaux de Salaberry-de-Valleyfield et Châteauguay, a pris une retraite bien méritée. Les membres de l'équipe sont fiers de souligner qu'elle a reçu le prix reconnaissance 2025 remis par le Barreau de Richelieu pour sa contribution et son engagement exceptionnel envers sa profession et son district.

### **Bons coups : défis juridiques relevés par les membres des bureaux**

La bienveillance, la collégialité et l'entraide des troupes de Salaberry-de-Valleyfield et Châteauguay m'impressionnent. Leur ouverture et leur accueil des nouveaux membres, et leur disponibilité à mentorer et transmettre leurs connaissances avec un volontariat exceptionnel sont remarquables.

#### **2024 QCTAT 3191**

Me Isabelle Gagné a piloté ce dossier de longue haleine jusqu'à son dénouement inespéré. Le Tribunal infirme la décision de la CNESST et reconnaît la lésion professionnelle du travailleur (contusion lombaire et hernie discale) permettant au travailleur de récupérer plus de 155 000,00 \$ de prestations prévues par la Loi.

#### **760-01-104985-210**

Me Béliveau s'est notamment illustré dans sa brillante défense d'un homme accusé d'incendie par négligence criminelle, lequel s'est vu octroyer une absolution conditionnelle. Le tribunal s'est rallié aux arguments de la défense et a conclu que la réhabilitation de l'accusé était bien entamée et que la mesure souhaitée par la défense était concordante avec les objectifs pénaux et sentenciels.

**760-36-000914-237**

Dans ce dossier mené de main de maître par Me Justin Chenel, où il s'agissait d'infraction de leurre informatique portée par voie sommaire, la Cour supérieure a annulé en appel l'inscription de l'accusé au Registre des délinquants sexuels et renvoyé le dossier en première instance, au motif que le juge de première instance a, dans les faits, agi comme si cette inscription était obligatoire. Puisque l'infraction a été motivée par le diagnostic de trouble du spectre de l'autisme de l'accusé et non par une quelconque déviance sexuelle, l'inscription audit Registre n'a pas été réordonnée par le juge de première instance.

**Me Geneviève Lemay**

Directrice *par intérim* des bureaux d'aide juridique de Salaberry-de-Valleyfield et Châteauguay

## **Rapport annuel 2024-2025 pour le bureau d'aide juridique de Saint-Jean-sur-Richelieu**

C'est avec enthousiasme et fierté que je vous présente notre rapport annuel 2024-2025 avril 2024 pour le bureau de Saint-Jean-sur-Richelieu.

### **Défis marquants pour le bureau et stratégies développées pour y faire face**

Depuis juin 2024, je gère également le bureau de Longueuil – Droit civil et je partage mes journées entre ces 2 bureaux. Toutefois, afin de mieux répondre aux besoins de la clientèle de Saint-Jean-sur-Richelieu, une autre avocate temporaire à temps plein a été embauchée pour assumer les dossiers en droit civil et familial. Deux avocates se sont succédé sur ce poste, avec une période de battement de quelques mois. Cela a été un défi pour l'équipe, mais tranquillement, l'équipe s'est ajustée et fonctionne bien.

Nous avons également été confrontés au manque de personnel de soutien et aussi, pour des raisons de santé, une adjointe était en télétravail à temps plein. Nous avons revu nos façons de faire. Les membres du bureau ont travaillé en équipe et se sont serré les coudes.

Malgré ces défis, nous avons donné un service professionnel et compétent à notre clientèle.

### **Bons coups : défis juridiques relevés par les membres du bureau**

Me Pamela Jomphe, criminaliste, a obtenu un mandat spécial afin de représenter les clients de tout le CCJRS devant la Commission des troubles mentaux (CETM). Ces gens étaient souvent non représentés par le passé. Elle a procédé dans 21 dossiers. La réalisation de son mandat a permis à ces gens vulnérables de faire entendre leurs droits.

Cette même avocate participe également au Comité du PAJ-SM (programme d'accompagnement justice en santé mentale) pour le district d'Iberville. Ce programme vise à offrir un traitement judiciaire adapté à la réalité des accusés qui présentent des vulnérabilités, notamment sur le plan mental ou cognitif.

Me Alexandre Niquette, avocat pratiquant en droit de la jeunesse, a eu gain de cause dans un dossier où il a présenté une demande de réouverture d'enquête en matière de protection de la jeunesse. Cette réouverture a forcé la DPJ à changer sa position dans le dossier.

Me Élisabeth Fenerdjian, qui pratique en droit de la famille et droit civil, a obtenu un jugement favorable pour l'une de ses clientes dans un contexte familial particulier. De l'union des parties est né un enfant. La cliente avait aussi un enfant d'une union précédente, pour lequel la partie adverse voulait exercer des droits relatifs à l'autorité parentale. Le tribunal a donné raison à la cliente, aucun droit n'a été accordé à la partie adverse concernant cet enfant. Conséquemment, la cliente a pu déménager sans que la partie adverse puisse s'y opposer.

Je suis fière de mon équipe. Elle a su garder le cap et offrir un service professionnel avec une approche humaine.

**Maitre Mélanie Lenneville**

Directrice du bureau d'aide juridique de Saint-Jean-sur-Richelieu

## Rapport annuel 2024-2025 pour les bureaux d'aide juridique de Saint-Hyacinthe et Sorel-Tracy

C'est avec un plaisir renouvelé que je vous présente le rapport d'activités des bureaux de Saint-Hyacinthe et Sorel-Tracy.

### Défis marquants pour le bureau et stratégies développées pour y faire face

À compter du 2 avril 2024, les premiers clients furent accueillis dans les nouveaux locaux du bureau de Sorel-Tracy. L'équipe a mis les bouchées doubles pour aménager les locaux le plus rapidement possible. À titre d'exemple, nous avons dû vider et placer les boîtes contenant sept années de dossiers archivés dans notre nouvelle salle d'archives. Pour ce faire, nous avons organisé des séances de travail en équipe prévues à l'agenda afin de défaire les boîtes. Chaque séance avait un objectif précis dans le but de motiver les troupes. Le travail fut terminé en un mois !

De surcroît, parallèlement au déménagement, la téléphonie IP via Teams fut installée au bureau de Sorel-Tracy à titre de projet pilote pour le CCJRS. Marilyn Moreau a développé un outil aide-mémoire présentant les fonctions les plus utiles ainsi que des trucs pratiques sur la téléphonie. Cet aide-mémoire a pu être utilisé par les autres employés du bureau de Sorel et ultimement, l'aide-mémoire a été diffusé à tout le personnel du CCJRS via Mon CCJRS lorsque la téléphonie IP fut implantée dans les autres bureaux.

Les bureaux d'aide juridique de Saint-Hyacinthe et Sorel-Tracy ont été parmi les premiers bureaux où le Bloc-Notes fut déployé. À Sorel, Me Fabiane Ménard a développé un outil « sommaire de Cour » qui peut être utilisé à chaque vacation à la Cour en protection de la jeunesse. L'outil permet de cocher différentes options en lien avec les décisions rendues, ce qui facilite la prise de notes. À Saint-Hyacinthe, Élyse Gouin a développé un outil pour les rôles des avocats avec lesquels elle travaille, en droit criminel, LSJPA et en droit de la jeunesse. Les outils sont partagés entre les bureaux afin d'échanger sur les méthodes de travail qui peuvent être pertinentes.

### Bons coups : défis juridiques relevés par les membres du bureau

#### 750-04-010595-249 ; Me Catherine Mercille

Dans ce dossier, Me Mercille a représenté un homme, à titre de tierce personne, qui souhaitait obtenir l'exercice de l'autorité parentale ainsi que des droits d'accès auprès d'une enfant atteinte de la trisomie 21 dont il s'occupait depuis sa naissance avec sa conjointe, qui est la grand-mère paternelle de l'enfant. Or, la conjointe du client de Me Mercille est décédée et ce dernier s'est retrouvé sans contact ni droit de regard quant aux décisions concernant l'enfant. Me Mercille a donc formulé une demande et au terme de la décision du tribunal, le client s'est vu accorder des droits d'accès auprès de l'enfant toutes les fins de semaine (l'enfant habitant maintenant dans une ressource), en plus de se voir attribuer, conjointement avec la mère biologique, l'exercice de l'autorité parentale, et ce, malgré le fait que les intervenants gravitant autour de l'enfant s'opposaient farouchement aux demandes du client.

#### 765-01-037904-220 ; Me Laurence Legault-Denis

Il s'agit d'un dossier de conduite dangereuse causant la mort dans lequel Me Legault-Denis défendait l'accusé. Dans le cadre de plaidoiries sur la peine à la suite d'un plaidoyer de culpabilité, la poursuite demandait une peine de détention de 4 ans avec interdiction de conduire pendant 5 ans, alors que la défense demandait une peine de détention de 2 ans, probation de trois ans ainsi qu'une interdiction de conduire de 4 ans. Dans le cadre de son jugement écrit, l'honorable juge Larochelle a retenu de nombreux facteurs atténuants présentés par la défense et a prononcé une peine de 2 ans et 10 mois assortie d'une interdiction de conduire de 25 mois.

Encore une fois, cette année nous a prouvé à quel point le personnel des bureaux a mis la main à la pâte afin d'offrir des services de qualité à la clientèle.

**Maître Roxanne Gagnon-Maltais**

Directrice des bureaux d'aide juridique de Saint-Hyacinthe et Sorel-Tracy

## **Rapport annuel 2024-2025 pour les bureaux d'aide juridique de Granby et de Cowansville**

C'est avec plaisir que je vous présente notre rapport annuel d'activités pour l'année 2024-2025 à titre de directrice par intérim des bureaux d'aide juridique de Granby et Cowansville.

### **Défis marquants pour le bureau et stratégies développées pour y faire face**

Bien que notre année fût mouvementée au niveau de la gestion du personnel, celle-ci le fut également au niveau des modifications technologiques. En effet, la migration de nos systèmes vers la téléphonie IP de même que l'intégration de nouvelles plates-formes afin que nous puissions effectuer un virage numérique de nos dossiers (Bloc-notes, Sharepoint, Consigno) a demandé à l'ensemble de nos équipes, une adaptation quant à leur façon de travailler. Toutefois, les systèmes mis en place pour permettre à nos équipes d'appivoiser les nouvelles technologies à leur rythme, ainsi que la collégialité et l'esprit d'équipe au sein de celles-ci, ont favorisé un apprentissage et la mise en application rapide de ces plates-formes. D'ailleurs, certains de nos avocats ont déjà commencé à travailler avec des dossiers entièrement numériques, tout en effectuant les représentations nécessaires à la Cour.

Je ne peux passer sous silence le travail exceptionnel de l'ensemble de notre personnel de soutien. Sans elles, les avocats ne pourraient rayonner comme ils le font devant les Tribunaux et se dédier à la clientèle. Je tiens également à souligner le travail professionnel et de haute qualité de nos avocats, qui ne cessent de faire rayonner l'aide juridique à travers les divers Tribunaux, de même que par leurs implications professionnelles et personnelles.

### **Bons coups : défis juridiques relevés par les membres des bureaux**

**CIVIL : 460-17-003509-247** : Me Chagnon a représenté une cliente dans un dossier en exécution d'un contrat d'assurance invalidité. Aux termes d'une CRA et suivant les négociations effectuées, la cliente a obtenu un montant d'argent considérable à titre de remboursement concernant sa réclamation.

**FAMILIAL : 455-04-003230-222** : Dans un dossier de violence familiale, Me Isabelle représente la mère et a dû demander des modifications pour les accès du père, et ce, à peine quelques semaines après que l'encre eut séché sur le jugement final. Un jugement fut rendu, par lequel des droits d'accès supervisés ont été accordés.

**CRIMINEL : 460-01-046183-244** : Dans le cadre d'un dossier de complicité après le fait d'une infraction de meurtre, Me Cardin a obtenu la remise en liberté provisoire de sa cliente. Par la suite, une enquête préliminaire a été fixée, mais devant les talents certains de négociatrice de Me Cardin, un règlement est intervenu.

**JEUNESSE** : Me Brown et Me Duval ont su défendre les droits de leurs clients et n'ont pas hésité à piloter des dossiers importants en lésion et en contrôle judiciaire devant la Cour supérieure. Me Brown a également représenté un jeune accusé dans une cause de possession d'armes à feu, séquestration, vol qualifié, conduite dangereuse ainsi que plusieurs autres chefs. Le retrait des chefs d'arme à feu et de séquestration fut ordonné à la suite de la démonstration que le droit à l'avocat n'avait pas été respecté.

### **Maître Caroline Rosa**

Directrice par intérim des bureaux d'aide juridique de Granby et Cowansville

## **Rapport annuel 2024-2025 pour le bureau d'aide juridique de Longueuil – Droit criminel et de la jeunesse**

### **Défis marquants pour le bureau et stratégies développées pour y faire face**

La dernière année fut fertile en défis de toutes sortes et en ajustement des stratégies de gestion.

L'implantation de la nouvelle téléphonie IP et des nouveaux menus a permis au bureau d'acheminer les appels aux bonnes personnes tout en réajustant le flot des appels de façon plus organisée.

Le bureau a également eu le privilège de former une stagiaire du Barreau en réaménageant les assignations des avocats pour lui faire de la place dans les différents rôles.

Nous avons également vécu une inspection professionnelle qui nous a permis de constater que le bureau respectait bien les directives du Barreau tout en identifiant des points à améliorer.

Le retour de notre technicienne en droit a permis de recadrer son mandat en soutien aux avocats du bureau.

Le contexte de restrictions budgétaires nous a quand même permis d'obtenir les exemptions requises pour pallier les manques. Le mouvement du personnel nous a permis d'acquérir des employés de soutien investis, à l'écoute et dévoués.

La poursuite du projet pilote en médiation a nécessité un suivi serré afin de trouver les avocats disponibles et ainsi répondre à l'objectif de la diminution des délais.

### **Bons coups : défis juridiques relevés par les membres du bureau**

Les deux équipes d'avocats du bureau se sont particulièrement démarquées au courant de l'année.

D'abord, nous ne pouvons passer sous silence la contribution de Me Charlotte Vanier Perras au débat en matière de lésion de droit, à titre de procureure de l'enfant dans le dossier 2024 CSC 43; AZ-52080754; EYB 2024-559318 de la Cour suprême.

Également, il faut souligner le travail de Me Marianne Galipeau-Théroux et des adjointes, concernant l'interprétation du nouvel article 38 c.1 de la LPJ et pour lequel la juge Aline Quach de la Cour supérieure lui a donné raison.

Me Catherine Pilon et Me Mylène Sabourin-Simard ont également été très occupées dans un dossier de meurtre au 2<sup>e</sup> en matière de LSJPA (LSJPA-257 2025QCCQ 578). À la suite de négociations ardues avec le DPCP, Me Pilon a obtenu un plaidoyer de culpabilité n'impliquant aucun transfert de son client aux adultes. Cependant, plusieurs questions incidentes ont été soulevées, notamment la notion d'exposé conjoint et le fait que la poursuite y est liée, mais aussi concernant la publication de l'identité du client et les fouilles abusives sur lesquelles le tribunal devra statuer.

Du côté des criminalistes, Me Rémi Quintal et Me Mélanie Grégoire se sont également distingués dans les représentations sur sentence d'un accusé de 21 ans sans antécédents (505-01-181737-228).

Me Agathe Léouffre a également brillé dans un dossier complexe de violence sexuelle et conjugale (E.B) dans lequel elle s'est vue accorder une requête en 276 C.cr.

Pour terminer, il est à noter que les criminalistes du bureau doivent continuer de gérer 3 dossiers de meurtre, dans la prochaine année.

### **Maitre Alec Fafard**

Directeur du bureau d'aide juridique de Longueuil – Droit criminel et de la jeunesse